localités qui offrent des possibilités en vue de l'implantation d'une entreprise. Le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie (MIST) est aussi en mesure de renseigner les entreprises par l'intermédiaire de son Secrétariat à la petite entreprise ou de ses centres d'information sur les entreprises situés dans 10 grandes villes du Canada.

Financement. Un des problèmes les plus courants auxquels les entreprises ont à faire face est l'obtention d'un financement adéquat par emprunts et par actions, que ce soit à des fins de démarrage ou d'expansion. Les principaux genres d'aide financière qu'offre le gouvernement fédéral sont les garanties de prêts, les prêts, les subventions et les mesures fiscales. La Banque fédérale de développement fournit aussi du financement par actions par l'intermédiaire de sa Division des placements bancaires.

Commercialisation. La mise en marché des produits suppose la définition, l'étude et le développement des marchés tant intérieurs qu'étrangers. Qu'il s'agisse du lancement d'une nouvelle entreprise ou de l'expansion d'un produit existant, une stratégie de commercialisation soigneusement élaborée augmente les chances de réussite. Les entreprises ont accès à plusieurs sources d'information à l'intérieur de l'administration fédérale pour leurs études de marché. Une aide à l'exportation leur est fournie par l'intermédiaire du ministère des Affaires extérieures et de la Banque fédérale de développement sous forme de participation au financement de la vente des produits sur les marchés d'exportation. L'aide à l'étude de marché et à la promotion des produits est également offerte par le ministère des Affaires extérieures.

Recherche et développement. Le gouvernement fédéral appuie financièrement la recherche, l'innovation et le développement de produits dans certains secteurs d'activité. Une information à jour existe sur les inventions et les réalisations nouvelles. Les entreprises peuvent avoir recours aux services des différents centres d'essai et laboratoires gouvernementaux.

Expansion. Certains programmes fédéraux peuvent venir en aide aux entrepreneurs qui souhaitent moderniser ou remanier leur entreprise en fonction de l'évolution du marché. Par exemple, des garanties de prêts et autres formes de soutien financier peuvent être obtenues au chapitre de la modernisation dans les régions à faible croissance. Dans d'autres cas, des allègements fiscaux sont consentis.

Perfectionnement de la main-d'œuvre. Pour une exploitation efficace, une entreprise a besoin de bons travailleurs possédant les qualifications requises. Un vaste éventail de services et de programmes fédéraux aide les employeurs à trouver les employés qui ont les qualités voulues pour satisfaire aux besoins actuels et prévus de leur entreprise. Cette aide porte notamment sur la formation professionnelle et le perfectionnement des travailleurs. Divers programmes mettent l'accent sur le recyclage des travailleurs déplacés par le progrès technologique, l'aide à la formation des nouveaux employés et le développement des connaissances hautement spécialisées qui sont essentielles à l'expansion industrielle future. Des ministères et organismes comme la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) et Travail Canada fournissent un soutien dans les domaines du recrutement, de la négociation collective, des relations de travail et du perfectionnement des cadres.

Guide AIDE. Il se peut que des programmes fédéraux et provinciaux fassent double emploi ou se complètent. Il est donc extrêmement utile pour une entreprise de connaître tous les programmes d'aide axés sur son secteur d'activité.

La Banque fédérale de développement publie le guide *AIDE, Assistance et information pour le développement de l'entreprise*, dans le cadre de l'engagement qu'a pris le gouvernement fédéral de soutenir les entreprises canadiennes. La quatrième édition de la série, qui a été publiée en 1988, comprend 10 volumes. Chacun comporte une liste des programmes selon le ministère ou organisme et présente en supplément les programmes qui sont offerts par une province en particulier ou par la région provinciale et territoriale avoisinante.

Sources

- 17.1 - 17.3.2 Division du commerce et des services, Statistique Canada.
- 17.3.3 Division des institutions publiques, Statistique Canada.
- 17.4 Secrétariat des coopératives, Agriculture Canada.
- 17.5 Services d'information, Tourisme Canada.
- 17.6 Direction des communications, Consommation et Corporations Canada.
- 17.7 Affaires publiques, Banque fédérale de développement.